

## VERTALING

## DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N 90 — 1548

**18 APRIL 1990. — Decreet tot regeling van het in aanmerking nemen van bepaalde jaren voor de oppensioenstelling en voor de berekening van het pensioen van het personeel van het Belgisch Radio- en Televisiecentrum van de Duitstalige Gemeenschap**

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1. § 1.** Voor de berekening van de jaren die noodzakelijk zijn voor de oppensioenstelling wordt de duur van de diensten gepresteerd bij internationale instellingen van radio-omroep, waarbij België aangesloten is, aan de werkelijk gepresteerde diensten toegevoegd.

§ 2. Dit geldt ook voor de diensten gepresteerd bij :

1. de Staat;
2. de organismen van openbaar nut waarop de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden van toepassing is;
3. de provincies, de gemeenten, de agglomeraties van gemeenten, de federaties van gemeenten, de verenigingen van gemeenten of bij de instellingen die onder de provincies en gemeenten ressorteren.

**Art. 2. § 1.** De diensten die bij de instellingen bedoeld in artikel 1, § 1, gepresteerd werden komen niet in aanmerking voor de berekening van het pensioen.

§ 2. De diensten die bij de overheden en instellingen bedoeld in artikel 1, § 2, gepresteerd werden komen in aanmerking voor de berekening van het pensioen overeenkomstig de voorschriften die voor de Rijksambtenaren van toepassing zijn.

Indien de diensten bedoeld in artikel 1, § 2, aanleiding geven tot uitbetaling van een pensioen ten laste van de Staat, van een organisme van openbaar nut, van de provincies, van de gemeenten, van de agglomeraties van gemeenten, van de federaties van gemeenten, van de verenigingen van gemeenten of van de instellingen die onder de provincies of gemeenten ressorteren, dan wordt dit pensioen van het bedrag van het totale pensioen afgetrokken dat overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid vastgesteld wordt.

Het wettelijke pensioen is er toch van uitgesloten.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 18 april 1990.

Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

J. MARAITE

Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media,

B. FAGNOUL

Gemeenschapsminister van Jeugd, Sport, Volwassenenvorming en Sociale Aangelegenheden,

M. GROSCH

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1547

**25 JANVIER 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant l'octroi des subventions pour les frais de fonctionnement des organismes d'épuration des eaux de surface**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 20;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 octobre 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a la politique de l'Eau dans ses attributions;

2<sup>o</sup> « Administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement — Inspection générale de l'Eau;

3<sup>o</sup> « Organisme d'épuration » : l'association de communes agréée par l'Exécutif régional wallon conformément aux articles 17 et 18 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

4<sup>o</sup> « Commission » : la commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution.

**CHAPITRE II. — Octroi et taux des subventions pour les frais de fonctionnement**

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut, conformément aux dispositions du présent arrêté, octroyer des subventions aux organismes d'épuration.

*Section 1<sup>re</sup>. — Dépenses admissibles*

**Art. 3.** Les dépenses d'exploitation des ouvrages d'épuration, prises en considération en vue de l'octroi d'une subvention, sont les suivantes :

- 1° les frais du personnel, visés à l'article 4;
- 2° les frais de fourniture de biens et services divers, visés à l'article 5;
- 3° les frais administratifs généraux, visés à l'article 6;
- 4° les intérêts de retard, visés à l'article 7;
- 5° les redevances, contributions et taxes.

**Art. 4.** Les frais du personnel comprennent :

1° le coût du personnel affecté à l'exploitation des ouvrages d'épuration ainsi qu'à la gestion administrative courante;

2° le coût du personnel du siège chargé de toute mission technique, de la tenue et de la rédaction des documents comptables.

Les rémunérations à concurrence du statut pécuniaire appliqué par les organismes d'épuration à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1989, les charges patronales y afférentes, les cotisations aux régimes de pensions de retraite et de survie sont comprises dans les frais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Sont également compris, moyennant l'accord de l'Administration, les autres avantages sociaux ou frais de personnel, tels que les assurances, les frais de déplacement, de séjour et de formation.

Il n'est pas tenu compte des modifications du statut pécuniaire hors barème et hors index, sauf décision contraire de l'Exécutif dans les 90 jours après la réception de la demande par l'Administration.

Le coût du personnel du siège, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est évalué forfaitairement à 7,5 % du coût du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

**Art. 5.** Les frais de fourniture de biens et services divers comprennent :

- 1° les fournitures d'exploitation notamment électricité, eau, gas-oil, gaz, téléphone;
- 2° les réactifs, les produits et les fournitures des laboratoires gérés par les organismes d'épuration et affectés à l'exploitation des ouvrages d'épuration;
- 3° les réactifs de procédé;
- 4° le traitement, l'évacuation, la mise en décharge des boues effectués par les services des stations d'épuration;
- 5° les produits d'entretien, le petit matériel et l'outillage, les frais d'équipement du personnel;
- 6° l'entretien et la réparation du matériel, de l'équipement, des installations et des bâtiments;
- 7° la rétribution des tiers, notamment les frais de laboratoire, de sous-traitance, de location, d'évacuation des boues, d'entretien des abords des ouvrages d'épuration;
- 8° la facturation interne d'un service de l'organisme d'épuration, autre que celle liée à la gestion administrative;
- 9° les frais des véhicules d'exploitation tels que les frais d'achat, de location à long terme, d'entretien, de réparation, de carburants, huiles et graisses, d'amortissement et de charges financières relatifs aux véhicules dont l'achat n'est pas subsidié;
- 10° les frais d'assurances des véhicules d'exploitation et des ouvrages d'épuration.

L'Exécutif peut subordonner l'octroi de la subvention des frais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> à l'approbation des contrats d'assurances;

11° à condition de ne pas être la conséquence d'une faute imputable à l'organisme d'épuration, les frais de justice en ce compris les honoraires d'avocats, d'experts et prestations de l'organisme d'épuration dûment motivées à cet effet ainsi que les indemnités auxquelles il serait condamné;

12° les frais d'occupation et de fonctionnement des locaux du siège mis à la disposition du personnel d'exploitation des organismes d'épuration;

13° les frais des études et conventions de « Recherche et Développement ». L'octroi de la subvention de ces frais est subordonné à l'avis de l'Administration et à l'approbation du Ministre.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les frais administratifs généraux sont les dépenses encourues par l'organisme d'épuration qui ne sont pas reprises dans la totalité des frais réels d'exploitation que les organismes d'épuration ont supportés au cours de l'exercice budgétaire écoulé tels que définis par les articles 4 et 5, notamment :

1. le coût du fonctionnement des organes de gestion, comprenant le conseil d'administration, l'assemblée générale, les commissaires et les réviseurs d'entreprises;
2. le coût du personnel des services généraux comprenant notamment la direction générale, le service juridique, le directeur comptable, le directeur technique;
3. les frais liés à l'occupation des locaux du siège, tels que amortissements et charges financières relatifs à des acquisitions non subsidiées, loyers, charges locatives, entretien, assurances, chauffage, éclairage, amortissements et charges financières ou location de mobilier et matériel de bureau;
4. les frais de consommation liés au fonctionnement des locaux du siège tels que fournitures de bureau, abonnements, téléphone.

§ 2. Pour les stations d'épuration, les stations de pompage et les collecteurs, les frais administratifs généraux sont fixés forfaitairement sur base des frais réels annuels d'exploitation, de la manière suivante :

	0 F	10 %	soit	0 F
	10 000 000 F	10 %	soit	1 000 000 F
	20 000 000 F	9 %	soit	1 800 000 F
	30 000 000 F	7,5 %	soit	2 250 000 F
	40 000 000 F	6,0 %	soit	2 400 000 F
	50 000 000 F	5,0 %	soit	2 500 000 F

au dessus de 50 000 000 F au taux de 5 %.

Si le montant réel des frais d'exploitation se situe entre deux des montants énumérés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le coefficient applicable est déterminé par interpolation rectiligne entre les taux qui correspondent à ces valeurs.

Art. 7. Les intérêts de retard, calculés au taux légal, sont dus pour autant que l'organisme d'épuration ait respecté la date d'introduction de ses déclarations de créance.

Art. 8. L'opportunité de toute réparation, entretien ou acquisition de pièces de rechange ou tout autre frais dont l'estimation de la dépense est supérieure à 300 000 F, fera l'objet d'un accord préalable de l'Administration.

#### Section 2. — Recettes d'exploitation

Art. 9. Les recettes d'exploitation comprennent notamment :

- la vente des boues;
- la vente des cendres;
- la vente d'énergie;
- les analyses réalisées pour compte de tiers;
- le traitement des gadoues des fosses septiques et de vidanges;
- l'incinération de produits toxiques ou autres;
- les travaux de sous-traitance;
- le traitement des eaux usées industrielles;
- les produits divers.

Art. 10. Les recettes d'exploitation sont prises en considération à concurrence de 90 %.

#### Section 3. — Calcul des subventions relatives aux frais de fonctionnement

Art. 11. Les subventions relatives aux frais de fonctionnement des ouvrages d'épuration correspondent aux dépenses d'exploitation visées à l'article 3 diminuées des recettes d'exploitation visées aux articles 9 et 10.

#### Section 4. — Procédure d'octroi des subventions

Art. 12. Au 15 mai de chaque année, l'organisme d'épuration soumet à l'Administration un plan prévisionnel des frais de fonctionnement dont l'estimation sera calculée comme suit :

1<sup>o</sup> Pour les stations d'épuration dont la capacité nominale est plus petite ou égale à 1000 EH, par l'application de la formule suivante :

$$C = 527 \times I$$

dans laquelle

C = coût en milliers de francs

I = formule d'indexation (I = 1 au 1<sup>er</sup> juillet 1985)

$$I = 0,50 \frac{S_i}{S_o} + 0,14 \frac{(G_i + C_i)}{G_o} + 0,22 \frac{E_i}{E_o}$$

l'indice o se rapportant au mois de juillet 1985

l'indice i se rapportant au mois de février de l'exercice en cours.

où

$S_i, S_o$  (386,108) sont les salaires horaires minima de base, y compris les charges sociales s'y rapportant pour les entreprises de moins de 10 travailleurs, de l'ouvrier électricien non qualifié, fixés par la Commission Paritaire Nationale de la Construction;

$G_i, G_o$  (143,96) = indices des prix à la production industrielle;

$C_i, C_o$  (130,56) = indices des prix de détail;

$E_i, E_o$  (1,7788) = indices du prix moyen de l'électricité

le terme  $\frac{E_i}{E_o}$  est calculé par la formule suivante :

$$\frac{E_i}{E_o} = \frac{PC_i \times NC_i + (1 - PC_i) \times Indb_i \times 1,6121 \times NE_i}{PC_o \times NC_o + (1 - PC_o) \times Indb_o \times 1,6121 \times NE_o}$$

avec  $PC_i, PC_o$  (0,22) = poids moyen du terme « combustibles » (fossiles et nucléaires) dans le prix de vente de l'électricité basse tension

$NC_i, NC_o$  (1,9346) = paramètre reflétant l'évolution du coût des combustibles (fossiles et nucléaires) brûlés dans les centrales

$Indb_i, Indb_o$  (1,122) = facteur qui représente le supplément d'investissement des centrales nucléaires par rapport aux centrales à combustibles fossiles

$NE_i, NE_o$  (0,95912) = paramètre reflétant l'évolution des coûts des matières et des salaires qui interviennent dans le prix de revient de l'électricité.

2<sup>o</sup> Pour les stations d'épuration dont la capacité nominale est comprise entre 1.000 et 30.000 EH, par l'application de la formule suivante :

$$C = [188 + (0,341 \times EH)] \times I$$

3<sup>o</sup> Pour les stations d'épuration dont la capacité nominale est supérieure à 30.000 EH, les stations de pompage et les collecteurs, sur la base des subventions que les organismes d'épuration ont reçues au cours de l'exercice budgétaire précédent, adaptés par la formule d'indexation visée au 1<sup>o</sup>.

**Art. 13.** Dans le plan prévisionnel, les frais pour les installations à mettre en service en cours d'année sont calculés au prorata du nombre de jours de fonctionnement à prévoir, la date de réception provisoire étant considérée comme date de mise en service.

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** Le plan annuel prévisionnel précise :

- 1<sup>o</sup> le cadre du personnel d'exploitation, son coût, ses qualifications, son affectation, la monographie des fonctions;
- 2<sup>o</sup> la liste détaillée des véhicules, les date et coût d'achat, l'amortissement, les acquisitions prévisibles et leur coût;
- 3<sup>o</sup> les débours afférents à une augmentation prévisible de la quantité des eaux à traiter;
- 4<sup>o</sup> les dépenses importantes ne relevant pas de l'exploitation courante.

§ 2. L'Administration marque son accord ou émet ses remarques sur le plan prévisionnel au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre précédent l'exercice visé.

**Art. 15.** Les coûts du personnel qui ne serait pas engagé conformément au plan annuel visé à l'article 14 ne sont repris dans les dépenses d'exploitation dont question à l'article 4, 1<sup>o</sup>, que moyennant accord de l'Administration.

**Art. 16.** L'octroi de subventions peut être subordonné à ce que certains membres du personnel affectés à l'exploitation des ouvrages d'épuration reçoivent une formation professionnelle complémentaire. Hors le cas où il y aurait octroi de crédits d'heures dans le cadre de la législation existante, les rémunérations de ce personnel pendant la durée de la formation ou de recyclage sont incluses dans le décompte annuel des frais d'exploitation.

**Art. 17.** Si l'organisme d'épuration bénéficie d'interventions financières de la part d'autres personnes, privées ou publiques, nationales ou internationales, dans les frais de fonctionnement, autres que celles visées par l'article 10, la subvention de la Région est réduite de manière telle que le montant cumulé des interventions ne dépasse pas le montant des frais de fonctionnement.

#### Section 5. — Liquidation des subventions

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** Les subventions sont liquidées en faveur de l'organisme d'épuration sur la base du plan prévisionnel visé aux articles 12 à 14, suivant les règles suivantes :

- 1<sup>o</sup> 25 % du montant annuel prévisionnel le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, sur présentation d'une déclaration de créance transmise à l'Administration au plus tard le 15 décembre de l'année précédente;
- 2<sup>o</sup> les 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> août et 1<sup>er</sup> novembre de chaque année 20 % du montant annuel prévisionnel sur présentation d'une déclaration de créance, transmise à l'Administration au plus tard respectivement les 28 février, 30 mai et 30 août.

§ 2. Le solde des subventions est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance et après vérification par l'Administration, du relevé récapitulatif visé à l'article 19, § 2. A cet effet, le Ministre peut désigner un réviseur d'entreprises qui a la qualité de membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

La liquidation du solde des subventions intervient au plus tard nonante jours après la réception par l'Administration du dossier complet contenant la déclaration de créance.

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** Les 15 mai, 15 août et 15 novembre de chaque année au plus tard, chaque organisme d'épuration transmet à l'Administration des pièces justificatives des frais de fonctionnement encourus pendant le trimestre précédent et relatives aux ouvrages d'épuration.

§ 2. Le 31 mars de chaque année au plus tard, chaque organisme d'épuration transmet à l'Administration le relevé récapitulatif des frais de fonctionnement encourus pendant l'année précédente ainsi que les pièces justificatives relatives au 4<sup>e</sup> trimestre.

Après vérification, l'Administration propose au Ministre la liquidation du solde des subventions et l'engagement éventuel des montants non couverts par l'engagement initial.

**Art. 20.** Pour les installations mises en service en cours d'année, les frais de fonctionnement sont comptés à partir de la date de la mise en exploitation. L'organisme d'épuration avertit l'Administration, au moins 15 jours à l'avance de la date de mise en service de tout ouvrage ou partie d'ouvrage.

**Art. 21.** Les subventions pour les ouvrages d'épuration, dont le fonctionnement a été interrompu dans le cours de l'année, sont fixées sur la base de pièces justificatives approuvées par l'Administration.

L'organisme d'épuration avertit l'Administration des dates de l'arrêt et de la reprise de fonctionnement des ouvrages d'épuration.

**Art. 22.** L'organisme d'épuration fournit le rapport technique annuel visé à l'article 20, § 4b du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Ce rapport est joint au relevé récapitulatif visé à l'article 12, § 2.

**Art. 23. § 1<sup>er</sup>.** Dans les 12 mois suivant la mise en service d'une station d'épuration, l'organisme d'épuration procède ou fait procéder à des mesures en vue de déterminer la charge d'entrée et le rendement de la station.

Les résultats de ces mesures sont à joindre au décompte annuel des frais de fonctionnement transmis à l'Administration.

§ 2. L'Administration a accès à tous les ouvrages d'épuration pour effectuer ou faire effectuer toutes les analyses ou mesures qu'elle juge utiles, en présence d'un délégué de l'organisme d'épuration.

#### CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires et transitoires

**Art. 24.** Sont abrogés pour la Région wallonne :

1<sup>o</sup> l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues, modifié par les arrêtés royaux du 23 janvier 1951, du 20 décembre 1976 et du 28 juillet 1980;

2<sup>o</sup> l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif à l'intervention financière de l'Etat pour l'épuration des eaux usées en Région wallonne, tel que modifié.

**Art. 25.** Le Ministre est chargé d'exercer, dans un délai de quatre mois, le pouvoir de résiliation conféré à l'Exécutif par l'article 71 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

**Art. 26.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 27.** Le Ministre de la Région wallonne qui a la politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie,  
des P.M.E. et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre de la Région wallonne chargé des Pouvoirs locaux,  
des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. COOLS

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 1547

#### 25. JANUAR 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Regelung der Gewährung der Zuschüsse für die Betriebskosten der Einrichtungen für die Klärung des Oberflächenwassers

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung,  
insbesondere des Artikels 26;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 13. Oktober 1989;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezu-  
schuften Arbeiten und dem Wasser,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — Definitionen

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich  
das Wasser gehört;

2. « Verwaltung » : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt — Generalinspektion für Wasser;

3. « Einrichtung für die Klärung » : die Gemeindevereinigung, die gemäß den Artikeln 17 und 18 des Dekrets  
vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung von der Wallonischen Regio-  
nalexekutive anerkannt worden ist;

4. « Ausschuß » : den Beratenden Ausschuß für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung.

#### KAPITEL II. — Gewährung und Satz der Zuschüsse für die Betriebskosten

**Art. 2.** Im Rahmen der Haushaltsmittel kann der Minister den Einrichtungen für die Klärung gemäß den  
Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Zuschüsse gewähren.

#### Abschnitt 1. — Zulässige Ausgaben

**Art. 3.** Die Betriebskosten der Kläranlagen, die im Hinblick auf die Gewährung eines Zuschusses berücksich-  
tigt werden, sind folgende :

1. die Personalkosten im Sinne von Artikel 4;

2. die in Artikel 5 erwähnten Kosten für die Lieferung verschiedener Güter bzw. die Erbringung verschie-  
dener Dienstleistungen;

3. die allgemeinen Verwaltungskosten im Sinne von Artikel 6;

4. die Verzugszinsen im Sinne von Artikel 7;

5. die Gebühren, Abgaben und Steuern.

**Art. 4.** Die Personalkosten umfassen :

1. die Kosten in bezug auf das Personal, das für die Betreibung der Kläranlagen sowie für die laufende  
Verwaltung eingesetzt wird;

2. die Kosten in bezug auf das Personal des Sitzes, das mit jeglicher technischen Aufgabe, mit der Führung  
und der Abfassung der Buchungsunterlagen beauftragt ist.

Die Löhne bis zu dem Betrag der von den Einrichtungen für die Klärung am 1. Juli 1989 angewandten Besol-  
dungsordnung, die damit verbundenen Arbeitgeberbeiträge, die Beiträge für die Alters- und Hinterbliebenenpen-  
sionen sind in den in Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Kosten einbegriffen.

Ebenfalls einbegriffen sind die anderen sozialen Vorteile oder Personalkosten, wie z.B. Versicherungen,  
Fahrt-, Aufenthalts- und Ausbildungskosten, wenn die Verwaltung ihr Einverständnis dazu gegeben hat.

Änderungen der Besoldungsordnung, die nicht mit dem Gehaltstarif und dem Preisindex verbunden sind,  
werden nicht berücksichtigt, es sei denn, die Exekutive trifft binnen 90 Tagen nach Eingang des Antrags bei der  
Verwaltung einen gegenteiligen Beschluß.

Die in Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Kosten in bezug auf das Personal des Sitzes werden pauschal auf 7,5 % der in  
Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Kosten geschätzt.

**Art. 5.** Die Kosten für die Lieferung verschiedener Güter bzw. die Erbringung verschiedener Dienstleistungen umfassen :

1. die Betriebslieferungen, insbesondere Strom, Wasser, Gasöl, Gas, Telefon;
2. die Reagenzien, die Produkte und den Bedarf der Laboratorien, die die Einrichtungen für die Klärung leiten und für die Betreibung der Kläranlagen vorgesehen sind;
3. die für den eigentlichen Klärvorgang bestimmten Reagenzien;
4. die von den Diensten der Kläranlagen vorgenommene Aufbereitung, Abführung und Ablagerung des Klärschlammes;
5. die Lieferung von Putz- und Pflegemitteln, von Material und Geräten, die Ausrüstungskosten in bezug auf das Personal;
6. die Instandhaltung und Instandsetzung des Materials, der Ausrüstung, der Anlagen und der Gebäude;
7. die Bezahlung von Drittpersonen, insbesondere die Labor-, die Subunternehmens-, die Mietkosten, die Kosten für die Abführung des Klärschlammes, die Unterhaltung der unmittelbaren Umgebung der Kläranlagen;
8. die interne Fakturierung eines Dienstes der Einrichtung für die Klärung, die nicht mit der Verwaltung verbunden ist;
9. die Kosten in bezug auf die Betriebsfahrzeuge, wie z.B. die Kosten für die Anschaffung, die langfristige Miete, die Wartung, die Reparatur, die Kosten für Treibstoff, Öl und Schmierfett, die Kosten für die Amortisation und die finanziellen Lasten in bezug auf die Fahrzeuge, deren Ankauf nicht bezuschußt wird;
10. die Kosten für die Versicherungen in bezug auf die Betriebsfahrzeuge und die Kläranlagen.

Die Exekutive kann die Gewährung der Zuschüsse für die in Absatz 1 erwähnten Kosten von der Genehmigung der Versicherungsverträge abhängig machen;

11. die Gerichtskosten, einschließlich der Honorare von Rechtsanwälten, Sachverständigen und der zu diesem Zweck ordnungsgemäß begründeten Leistungen der Einrichtung für die Klärung sowie die Ersatzleistungen, zu denen die Einrichtung verurteilt werden könnte, sofern diese Gerichtskosten nicht durch ihr Verschulden entstanden sind;

12. die Benutzungs- und Betriebskosten in bezug auf die Räume des Sitzes, die dem Betriebspersonal der Einrichtungen für die Klärung zur Verfügung gestellt werden;

13. die Kosten für die Studien und Vereinbarungen « Forschung und Entwicklung ». Der Zuschuß für diese Kosten wird nur aufgrund des Gutachtens der Verwaltung und nach Genehmigung des Ministers bewilligt.

**Art. 6. § 1.** Die allgemeinen Verwaltungskosten sind die Ausgaben der Einrichtung für die Klärung, die nicht in der Gesamtheit der in den Artikeln 4 und 5 bestimmten tatsächlichen Betriebskosten, für die die Einrichtungen für die Klärung während des abgelaufenen Haushaltsjahres aufkommen sind, aufgeführt sind, und zwar insbesondere :

1. die Betriebskosten in bezug auf die Verwaltungsorgane; hierzu gehören der Verwaltungsrat, die Generalversammlung, die Kommissare und die Betriebsrevisoren;

2. die Personalkosten in bezug auf die allgemeinen Dienststellen; hierzu gehören insbesondere die Generaldirektion, der Rechtsdienst, der Buchhaltungsleiter und Technische Leiter;

3. die mit der Benutzung der Räume des Sitzes verbundenen Kosten, wie z.B. Amortisationen und finanzielle Lasten in bezug auf nicht bezuschußte Ankäufe, auf Mieten, Mietnebenkosten, Unterhaltungskosten, Versicherungen, Heizkosten, Beleuchtungskosten, Amortisationen und finanzielle Lasten bzw. Miete von Möbeln und Bürobedarf;

4. die mit dem laufenden Betrieb in den Räumen des Sitzes verbundenen Verbrauchsausgaben, wie z.B. Bürobedarf, Bezugsverträge, Telefon.

§ 2. § 2. Für die Kläranlagen, die Pumpwerke und die Sammler werden die allgemeinen Verwaltungskosten folgendermaßen pauschal auf der Grundlage der jährlichen tatsächlichen Betriebskosten festgesetzt :

0 B.F.	10 %	nämlich	0 B.F.
10 000 000 B.F.	10 %	nämlich	1 000 000 B.F.
20 000 000 B.F.	9 %	nämlich	1 800 000 B.F.
30 000 000 B.F.	7,5 %	nämlich	2 250 000 B.F.
40 000 000 B.F.	6,0 %	nämlich	2 400 000 B.F.
50 000 000 B.F.	5,0 %	nämlich	2 500 000 B.F.

über 50 000 000 B.F. zum Satz von 5 %.

Wenn der tatsächliche Betrag der Betriebskosten zwischen zwei der oben in Absatz 1 aufgezählten Beträge liegt, wird der anzuwendende Koeffizient durch lineare Interpolation zwischen den Sätzen, die diesen Werten entsprechen, bestimmt.

**Art. 7.** Die zum gesetzlichen Zinsfuß berechneten Verzugszinsen sind zu bezahlen, sofern die Einrichtung für die Klärung den Termin für die Einreichung ihrer Schuldforderungen eingehalten hat.

**Art. 8.** Die Zweckmäßigkeit jeglicher Reparatur, Wartung oder Anschaffung von Ersatzteilen oder jeglicher anderen Kosten, die auf mehr als 300 000 B.F. geschätzt werden, muß vorher von der Verwaltung gebilligt werden.

#### Abschnitt 2. — Betriebseinnahmen

**Art. 9.** Die Betriebseinnahmen umfassen insbesondere :

- den Verkauf des Klärschlammes;
- den Verkauf der Asche;
- den Verkauf von Energie;
- die für Rechnung Dritter durchgeführten Analysen;
- die Behandlung der Fäkalien von Faulgruben und von Auffanggruben;
- die Verbrennung von giftigen oder sonstigen Produkten;
- die Arbeiten als Subunternehmer;
- die Behandlung der industriellen Abwässer;
- die verschiedenen Erträge.

**Art. 10.** Die Betriebseinnahmen werden bis zu 90 % berücksichtigt.

**Abschnitt 3. — Berechnung der Zuschüsse für die Betriebskosten**

**Art. 11.** Die Zuschüsse für die Betriebskosten der Kläranlagen entsprechen den in artikel 3 erwähnten Betriebskosten nach Abzug der in den Artikeln 9 und 10 erwähnten Betriebseinnahmen.

**Abschnitt 4. — Verfahren zur Gewährung der Zuschüsse**

**Art. 12.** Am 15. Mai eines jeden Jahres legt die Einrichtung für die Klärung der Verwaltung einen Betriebskostenvoranschlag vor, der wie folgt berechnet wird:

1. für die Kläranlagen mit einer Nennkapazität von 1000 EH (EH = Bevölkerungseinheit) oder weniger: durch die Anwendung nachstehender Formel:

$$C = 527 \times I$$

wobei

C = Kosten in Tausenden Franken

I = Indexierungsformel (I = 1 am 1. Juli 1985)

$$I = 0,50 \frac{S_i}{S_0} + 0,14 \frac{(G_i + C_i)}{G_0 + C_0} + 0,22 \frac{E_i}{E_0}$$

die Indexzahl 0 sich auf den Monat Juli 1985 bezieht

die Indexzahl i sich auf den Monat Februar des laufenden Rechnungsjahres bezieht,

wobei

$S_i, S_0$  (388,108) die von der Nationalen Paritätischen Kommission für das Bauwesen festgelegten Grund-Mindeststundenlöhne des nicht qualifizierten Elektrikers (Arbeiter), einschließlich der diesbezüglichen Soziallasten für Betriebe mit weniger als 10 Arbeitnehmern, sind:

$G_i, G_0$  (143,96) = Indizes der Industrieproduktionspreise;

$C_i, C_0$  (130,56) = Indizes der Einzelhandelspreise;

$E_i, E_0$  (1,7788) = Indizes des durchschnittlichen Strompreises

Der Faktor  $\frac{E_i}{E_0}$  wird anhand der nachstehenden Formel errechnet:

$$\frac{E_i}{E_0} = \frac{PC_i \times NC_i + (1 - PC_i) \times Indb_i \times 1,6121 \times NE_i}{PC_0 \times NC_0 + (1 - PC_0) \times Indb_0 \times 1,6121 \times NE_0}$$

wobei  $PC_i, PC_0$  (0,22) = Durchschnittsgewicht des Faktors « Brennstoffe » (fossile und Kernbrennstoffe) im Verkaufspreis von Niederspannungsstrom

$NC_i, NC_0$  (1,9346) = Parameter, der die Entwicklung der in den Kraftwerken verbrannten Brennstoffe (fossile und Kernbrennstoffe) wiedergibt

$Indb_i, Indb_0$  (1,122) = Faktor, der die zusätzlichen Investitionen der Kernkraftwerke im Verhältnis zu den Kraftwerken mit fossilen Brennstoffen darstellt

$NE_i, NE_0$  (0,95912) = Parameter, der die Entwicklung der Kosten der Stoffe und Löhne darstellt, die den Selbstkostenpreis des Stroms beeinflussen.

2. für die Kläranlagen mit einer Nennkapazität zwischen 1.000 und 30.000 EH: durch die Anwendung nachstehender Formel:

$$C = [186 + (0,341 \times EH)] \times I$$

3. für die Kläranlagen mit einer Nennkapazität über 30.000 EH, die Pumpwerke und die Sammler: auf der Grundlage der durch die in Nr. 1 erwähnte Indexierungsformel angepaßten Zuschüsse, die die Einrichtungen für die Klärung während des vorangehenden Haushaltsjahres erhalten haben.

**Art. 13.** Im Voranschlag werden die Kosten in bezug auf die Anlagen, die im Laufe des Jahres in Betrieb gesetzt werden sollen, im Verhältnis zur voraussichtlichen Anzahl Betriebstage berechnet, wobei der Tag der vorläufigen Abnahme als Tag der Inbetriebnahme anzusehen ist.

**Art. 14. § 1.** Der jährliche Voranschlag gibt folgendes an:

1. den Stellenplan in bezug auf das Betriebspersonal, die Kosten für dieses Personal, seine jeweilige Qualifikation, seine jeweilige dienstliche Verwendung, die Einzelbezeichnung der Ämter;
2. die ausführliche Liste der Fahrzeuge, den Tag und die Kosten ihrer Anschaffung, die Amortisation, die voraussehbaren Anschaffungen und ihre Kosten;
3. die Auslagen, die mit einer voraussehbaren Erhöhung der aufzubereitenden Wassermenge verbunden sind;
4. die großen Ausgaben, die nicht in den Bereich des laufenden Betriebs fallen.

§ 2. Spätestens am 1. September vor dem betreffenden Rechnungsjahr billigt die Verwaltung den Voranschlag, oder sie bringt ihre Einwände vor.

**Art. 15.** Die Kosten für das Personal, das nicht gemäß dem in Artikel 14 erwähnten jährlichen Voranschlag eingestellt sein sollte, werden nur mit der Zustimmung der Verwaltung unter den in Artikel 4 Nr. 1 erwähnten Betriebskosten aufgeführt.

**Art. 16.** Die Bewilligung von Zuschüssen kann davon abhängig gemacht werden, daß gewisse Personalmitglieder, die für die Betreuung der Kläranlagen eingesetzt werden, eine zusätzliche Fachausbildung erhalten. Die Löhne dieses Personals während der Ausbildung bzw. des Fortbildungslehrgangs werden in der Endabrechnung der Betriebskosten einbezogen, außer wenn im Rahmen der bestehenden Rechtsvorschriften Stundenkredite gewährt werden.

**Art. 17.** Wenn die Einrichtung für die Klärung seitens anderer Personen — juristischer Personen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts, des nationalen Rechts oder des Völkerrechts — finanzielle Beihilfen für die Betriebskosten, die nicht in Artikel 10 erwähnt sind, erhält, wird der Zuschuß der Region so verringert, daß sein Betrag zusammen mit den Beihilfen den Betrag der Betriebskosten nicht überschreitet.

*Abschnitt 5. — Auszahlung der Zuschüsse*

**Art. 18. § 1.** Die Zuschüsse werden zugunsten der Einrichtung für die Klärung auf der Grundlage des in den Artikeln 12 bis 14 erwähnten Voranschlags gemäß nachstehenden Regeln ausgezahlt:

1. 25 % des veranschlagten Jahresbetrags werden am 1. April eines jeden Jahres bei Vorlage einer Schuldforderung ausgezahlt, die der Verwaltung spätestens am 15. Dezember des vorangehenden Jahres übermittelt wird;

2. 20 % des veranschlagten Jahresbetrags werden am 1. Juni, am 1. August und am 1. November eines jeden Jahres bei Vorlage einer Schuldforderung ausgezahlt, die der Verwaltung spätestens am 28. Februar, am 30. Mai bzw. am 30. August übermittelt wird.

§ 2. Der Restbetrag der Zuschüsse wird bei Vorlage einer Schuldforderung und nachdem die Verwaltung die in Artikel 19 § 2 erwähnte zusammenfassende Liste überprüft hat, ausgezahlt. Zu diesem Zweck kann der Minister einen Betriebsrevisor benennen, der die Eigenschaft eines Mitglieds des Instituts der Betriebsrevisoren hat. Die Auszahlung des Restbetrags der Zuschüsse erfolgt spätestens neunzig Tage, nachdem die Verwaltung die vollständige Akte mit der Schuldforderung erhalten hat.

**Art. 19. § 1.** Spätestens am 15. Mai, am 15. August und am 15. November eines jeden Jahres läßt jede Einrichtung für die Klärung der Verwaltung die Belege für die während des vorangehenden Quartals aufgewendeten Betriebskosten in bezug auf die Kläranlagen zukommen.

§ 2. Spätestens am 31. März eines jeden Jahres läßt jede Einrichtung für die Klärung der Verwaltung die zusammenfassende Liste der während des vorangehenden Jahres aufgewendeten Betriebskosten sowie die Belege bezüglich des 4. Quartals zukommen.

Nach Überprüfung schlägt die Verwaltung dem Minister die Auszahlung des Restbetrags der Zuschüsse und gegebenenfalls die Zusage der Beträge vor, die nicht durch die ursprüngliche Zusage gedeckt sind.

**Art. 20.** Für die Anlagen, die im Laufe des Jahres in Betrieb gesetzt werden, werden die Betriebskosten ab dem Tag der Inbetriebnahme gerechnet. Die Einrichtung für die Klärung teilt der Verwaltung mindestens 15 Tage im voraus mit, an welchem Tag eine Anlage bzw. der Teil einer Anlage in Betrieb gesetzt wird.

**Art. 21.** Die Zuschüsse für die Kläranlagen, deren Betrieb im Laufe des Jahres eingestellt worden ist, werden auf der Grundlage der von der Verwaltung genehmigten Belege festgelegt.

Die Einrichtung für die Klärung teilt der Verwaltung mit, an welchen Tagen der Betrieb der Kläranlagen eingestellt und wiederaufgenommen wird.

**Art. 22.** Die Einrichtung für die Klärung gibt den in Artikel 20, § 4-b, des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung erwähnten jährlichen technischen Bericht ab.

Dieser Bericht wird der zusammenfassenden Liste beigelegt, die in Artikel 19, § 2 erwähnt ist.

**Art. 23. § 1.** Innerhalb 12 Monaten nach der Inbetriebnahme einer Kläranlage nimmt die Einrichtung für die Klärung Messungen vor, bzw. sie läßt sie vornehmen, um die Eingangsbelastung und die Leistung der Anlage zu bestimmen.

Die Ergebnisse dieser Messungen sind der Jahresabrechnung der Betriebskosten beizufügen, die der Verwaltung übermittelt wird.

§ 2. Die Verwaltung hat Zugang zu allen Kläranlagen, um in Anwesenheit eines Vertreters der Einrichtung für die Klärung alle Untersuchungen oder Messungen, die sie für nützlich hält, durchzuführen bzw. durchführen zu lassen.

*KAPITEL III. — Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen*

**Art. 24.** Für die Wallonische Region wird folgendes aufgehoben:

1. Artikel 4 Absatz 1 des Regentenerlasses vom 2. Juli 1949 über Zuschüsse der Öffentlichen Hand für die Ausführung von Bau- und Arbeitsleistungen durch die Provinzen, die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen, die öffentlichen Unterstützungskommissionen, die Kirchenfabriken und die Polder- und Entwässerungsgesellschaften, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. Januar 1951, vom 20. Dezember 1976 und vom 28. Juli 1980;

2. der Königliche Erlaß vom 13. Dezember 1977 betreffend die finanzielle Beteiligung des Staates an der Klärung des Abwässers in der Wallonischen Region, so wie er abgeändert worden ist.

**Art. 25.** Der Minister ist beauftragt, binnen vier Monaten die Kündigungsvollmacht auszuüben, die Artikel 71 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung der Exekutive übertragen hat.

**Art. 26.** Vorliegender Erlaß wird mit 1. Januar 1990 wirksam.

**Art. 27.** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 25. Januar 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
den Bezugsarbeiten und dem Wasser,

A. COOLS



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N 90 — 1547

**25 JANUARI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
tot regeling van de toekenning van subsidies voor de werkingskosten  
van de instellingen belast met de zuivering van oppervlaktewater**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 oktober 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Lokale Besturen, de Gesubsidieerde Werken en het Water behoren,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het Water behoort;

2° « Bestuur » : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu — Algemene Inspectie voor Water;

3° « Zuiveringsinstelling » : de door de Waalse Gewestexecutieve overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging goedgekeurde gemeenteverenigingen;

4° « Commissie » : de adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging.

HOOFDSTUK II. — *Toekenning en percentage van de subsidies voor de werkingskosten*

**Art. 2.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig de bepalingen van dit besluit subsidies aan zuiveringsinstellingen toekennen.

*Afdeling 1. — Toelaatbare uitgaven*

**Art. 3.** De met het oog op de toekenning van een subsidie in aanmerking genomen werkingskosten van de zuiveringsinstallaties bestaan uit :

1° de in artikel 4 bedoelde personeelskosten;

2° de in artikel 5 bedoelde kosten voor de levering van verscheidene goederen en diensten;

3° de in artikel 6 bedoelde algemene bestuurskosten;

4° de in artikel 7 bedoelde nalatigheidsinteressen;

5° de retributies, belastingen en taksen.

**Art. 4.** De personeelskosten omvatten :

1° de kosten met betrekking tot het personeel dat met de exploitatie van de zuiveringsinstallaties alsmede met het lopende beheer is belast;

2° de kosten met betrekking tot het personeel van de maatschappelijke zetel dat met een technische opdracht, met het bijhouden en het opmaken van de rekeningsstukken is belast.

De bezoldigingen ten belope van het op 1 juli 1989 door de zuiveringsinstellingen toegepaste geldelijk statuut, de daarmee verbonden lasten die ten laste van de werkgever komen, de bijdragen tot de ouderdoms- en overlevingspensioenen zijn in de in het eerste lid, 1°, vermelde kosten begrepen.

De andere sociale voordelen of personeelskosten zoals verzekeringen, verplaatsings-, verblijf- en formatiekosten worden mits instemming van het bestuur eveneens inbegrepen.

De aan het geldelijke statuut aangebrachte wijzigingen, die met de bezoldigingsschaal en de prijsindex geen betrekking hebben, komen niet in aanmerking behalve indien de Executieve een tegengestelde beslissing neemt binnen 90 dagen na indiening van de aanvraag bij het bestuur.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde kosten met betrekking tot het personeel van de maatschappelijke zetel bedragen forfaitair 7,5 % van de in het eerste lid, 1°, bedoelde kosten.

**Art. 5.** De kosten voor leveringen van verscheidene goederen en diensten omvatten :

1° de exploitatieleveringen met name elektriciteit, water, gas-oil, gas, telefoon;

2° de reactieven, produkten en leveringen van laboratoria beheerd door de zuiveringsinstellingen en bestemd voor de exploitatie van de zuiveringsinstallaties;

3° de procédéreactieven;

4° de door de zuiveringsstations uitgevoerde behandeling, afvoer en storting van modder;

5° de levering van onderhoudsprodukten, klein materieel en van werktuigen, de uitrustingskosten van het personeel;

6° het onderhoud en de herstelling van het materieel, van de werktuigen, van de installaties en van de gebouwen;

7° de retributie van derden met name de laboratorium-, onderaannemings- en verhuuringskosten, de kosten voor de afvoer van modder, de kosten voor het onderhoud van de omgeving van de zuiveringsinstallaties;

8° het interne factureren van een dienst van de zuiveringsinstelling die met het bestuur geen betrekking heeft;

9° de kosten met betrekking tot de exploitatievoertuigen zoals aankoopkosten, kosten van verhuring op lange termijn, onderhouds- en herstellingskosten, de kosten voor het aankopen van brandstof, olie en vet, de aflossingskosten en de financiële lasten met betrekking tot de voertuigen waarvan het aankopen geen subsidie geniet;

10° de verzekeringskosten van de exploitatievoertuigen en zuiveringsinstallaties.

De Executieve kan de toekenning van de subsidie van de in het eerste lid bedoelde kosten afhankelijk maken van de goedkeuring van de verzekeringspolissen;

11° de gerechtskosten met inbegrip van het honorarium van de advocaten, experts, eveneens de daartoe behoorlijk verantwoorde prestaties van de zuiveringsinstelling alsmede de vergoedingen waartoe zij zou worden veroordeeld. Voor zover die kosten niet het gevolg zijn van een overtreding te wijten aan de zuiveringsinstelling;

12° de gebruiks- en werkingskosten van de ter beschikking van het exploitatiepersoneel van de zuiveringsinstellingen gestelde lokalen van de maatschappelijke zetel;

13° de kosten met betrekking tot studies en overeenkomsten « Research and Developpement ». De toekenning van de subsidie van die kosten wordt afhankelijk gemaakt van het advies van het bestuur en van de goedkeuring van de Minister.

**Art. 6. § 1.** De algemene bestuurskosten zijn de door de zuiveringsinstelling verbeurde uitgaven die in het totaal van de in de artikelen 4 en 5 bepaalde werkelijke exploitatiekosten niet worden geboekt, maar die tijdens het afgelopen begrotingsjaar ten laste van de zuiveringsinstellingen zijn gekomen, met name:

1. de werkingskosten van de beheerorganen die de bestuursraad, de algemene vergadering, de commissarissen en de bedrijfsrevisoren omvatten;

2. de kosten voor het personeel van de algemene diensten die met name de algemene directie, de juridische dienst, de rekenplichtige directeur en de technische directeur omvatten;

3. de kosten met betrekking tot het gebruik van de lokalen van de maatschappelijke zetel zoals aflossingen en financiële lasten betreffende niet-gesubsidieerde aankopen, huurprijzen, huurlasten, onderhoud, verzekeringen, verwarming, verlichting, aflossingen en financiële lasten of verhuring van meubilair en bureaumaterieel;

4. de consumptiekosten met betrekking tot de werking van de lokalen van de maatschappelijke zetel zoals bureaumaterieel, abonnementen, telefoon.

§ 2. Voor de zuiverings-, pompstations en de verzamelriolen worden de algemene bestuurskosten forfaitair vastgesteld zoals volgt, op basis van de werkelijke jaarlijkse exploitatiekosten:

0 F	10 %	hetzij	0 F
10 000 000 F	10 %	hetzij	1 000 000 F
20 000 000 F	9 %	hetzij	1 800 000 F
30 000 000 F	7,5 %	hetzij	2 250 000 F
40 000 000 F	6,0 %	hetzij	2 400 000 F
50 000 000 F	5,0 %	hetzij	2 500 000 F

boven 50 000 000 F tegen een percentage van 5 %.

Wanneer het werkelijke bedrag van de exploitatiekosten tussen twee van de in het eerste lid vermelde bedragen ligt, wordt het toegepaste coëfficiënt bepaald bij rechthoekige interpolatie tussen de percentages die met die waarden overeenstemmen.

**Art. 7.** De tegen het wettelijke rentevoet berekende nalatigheidsinteressen worden verschuldigd voor zover de zuiveringsinstelling de datum voor de indiening van haar schuldverklaringen heeft nagekomen.

**Art. 8.** De geschiktheid van elke herstelling, onderhoud of aankoop van vervangingsdelen of alle andere kosten waarvan de uitgave groter is dan 300 000 F moet vooraf door het bestuur worden toegestaan.

#### Afdeling 2. — Exploitatieopbrengsten

**Art. 9.** De exploitatieopbrengsten omvatten met name:

- het verkopen van modder;
- het verkopen van as;
- het verkopen van energie;
- de voor rekening van derden verrichte analyses;
- de behandeling van de slib van septische putten en van ledigen;
- de verbranding van giftige of andere produkten;
- de werken van toelevering;
- de behandeling van industrieel afvalwater;
- de verschillende produkten.

**Art. 10.** De exploitatieopbrengsten komen in aanmerking ten belope van 90 %.

#### Afdeling 3. — Berekening van de subsidies betreffende de werkingskosten

**Art. 11.** De subsidies betreffende de werkingskosten van de zuiveringsinstallaties stemmen overeen met de in artikel 3 bedoelde exploitatieuitgaven verminderd met de in de artikelen 9 en 10 bedoelde exploitatieopbrengsten.

#### Afdeling 4. — Procedure inzake toekenning van de subsidies

**Art. 12.** Ieder jaar op 15 mei legt de zuiveringsinstelling het bestuur een raming van de werkingskosten voor, dat als volgt wordt berekend:

1° Voor de zuiveringsstations waarvan de nominale capaciteit, met toepassing van de volgende formule, kleiner dan of gelijk aan 1000 EH, is:

$$C = 527 \times I$$

waarin

C = kost in duizend frank

I = indexeringsformule (I = 1 op 1 juli 1985)

$$I = 0,50 \frac{S_i}{S_0} + 0,14 \left( \frac{G_i}{G_0} + \frac{C_i}{C_0} \right) + 0,22 \frac{E_i}{E_0}$$

het indice 0 heeft betrekking op juli 1985

het indice i heeft betrekking op februari van het lopende jaar.

waar

$S_i, S_o$  (386,108) de door het Nationale Paritaire Comité voor de bouwsector vastgestelde minimum basishonoraaria per uur van de niet geschoolde elektriciën, met inbegrip van de sociale lasten die daarop betrekking hebben voor de ondernemingen die minder dan 10 werknemers tewerkstellen;

$G_i, G_o$  (143,96) = indexcijfers van de industriële produktie;

$C_i, C_o$  (130,56) = indexcijfers van de kleinhandelsprijzen;

$E_i, E_o$  (1,7788) = indexcijfers van de gemiddelde prijs van de elektriciteit;

de verhouding  $\frac{E_i}{E_o}$  wordt berekend als volgt :

$$\frac{E_i}{E_o} = \frac{PC_i \times NC_i}{PC_o \times NC_o} + \frac{(1 - PC_i) \times Indb_i \times 1,6121 \times NE_i}{(1 - PC_o) \times Indb_o \times 1,6121 \times NE_o}$$

- met  $PC_i, PC_o$  (0,22) = het gemiddelde gewicht van de woorden « brandstoffen » (fossiele en kernstoffen) in de verkoopprijs van laagspanningsstroom
- $NC_i, NC_o$  (1,9346) = parameter die de evolutie van de kosten van de in centrales verbrande brandstoffen (fossiele en kernstoffen) vertegenwoordigt
- $Indb_i, Indb_o$  (1,122) = factor die de aanvullende investering van kerncentrales vertegenwoordigt in verhouding met de centrales die fossiele brandstoffen verbranden
- $NE_i, NE_o$  (0,95912) = parameter die de evolutie van de kosten van grondstoffen en lonen vertegenwoordigt die in de kostprijs van de elektriciteit meetellen.

2° Voor de zuiveringsstations waarvan de nominale capaciteit tussen 1.000 en 30.000 EH begrepen is door toepassing van de volgende berekening :

$$C = [186 + (0,341 \times EH)] \times I$$

3° Voor de zuiveringsstations waarvan de nominale capaciteit groter is dan 30.000 EH, de pompstations en de collectors op basis van de toelagen die de zuiveringsinstellingen hebben ontvangen tijdens het vorige begrotingsjaar, aangepast door de in het punt 1° bedoelde indexeringsformule.

**Art. 13.** In de raming worden de kosten met betrekking tot de installaties die gedurende het jaar in dienst moeten worden gesteld, berekend naar rata van het te voorzien aantal werkdagen, de datum van de voorlopige goedkeuring wordt beschouwd als die van het in dienst stellen.

**Art. 14. § 1.** De jaarlijkse raming verduidelijkt :

- 1° het kader van het exploitatiepersoneel, de kosten, de bekwaamheden en de bestemming ervan, de monografie van de functies;
  - 2° de gedetailleerde lijst van de voertuigen, de datum en aankoopkosten, de aflossing, de voorzienbare aankopen en de kosten ervan;
  - 3° de uitgaven met betrekking tot een voorzienbare verhoging van het volume van het aan te zuiveren water;
  - 4° de belangrijke uitgaven die tot de lopende exploitatie niet behoren.
- § 2. Het bestuur geeft zijn akkoord of brengt opmerkingen uit uiterlijk op 1 september voor de betrokken jaarrekening.

**Art. 15.** De kosten van het personeel dat niet overeenkomstig het in artikel 14 bedoelde jaarplan zou worden aangeworven, komen slechts met akkoord van het bestuur in aanmerking in de in artikel 4, 1° bedoelde exploitatieuitgaven.

**Art. 16.** De toekenning van subsidies kan daarvan afhankelijk worden gemaakt dat bepaalde leden van het personeel bestemd voor de exploitatie van de aanzuiveringsinstallaties een aanvullende beroepsformatie volgen. Behalve wanneer geldformatie wordt verleend in het kader van de bestaande wetgeving worden de lonen van dit personeel gedurende de duur van de formatie of van de recyclage begrepen in de jaarlijkse jaarrekening van de exploitatiekosten.

**Art. 17.** Wanneer de aanzuiveringsinrichting financiële bijdragen van andere private of openbare, nationale of internationale rechtspersonen dan die bedoeld in artikel 10 geniet in de werkingskosten wordt de subsidie van het Waalse Gewest verminderd zodat het gecumuleerde bedrag van de bijdragen niet hoger zou zijn dan dit van de werkingskosten.

#### Afdeling 5. — Vereffening van de subsidies

**Art. 18. § 1.** De subsidies worden vereffend ten gunste van aanzuiveringsinrichtingen op basis van in de artikelen 12 en 14 bedoelde raming, overeenkomstig de volgende regelen :

- 1° 25 % van het jaarlijks ramingsbedrag op 1 april van elk jaar op overlegging van een schuldverklaring overgezonden aan het bestuur uiterlijk op 15 december van het vorige jaar;
- 2° op 1 juni, 1 augustus en 1 november van elk jaar 20 % van het jaarlijks ramingsbedrag op overlegging van een schuldverklaring respectievelijk overgezonden aan het bestuur uiterlijk op 28 februari, 30 mei en 30 augustus.

§ 2. Het saldo van de subsidies wordt vereffend op overlegging van een schuldverklaring en nadat het bestuur de juistheid van in artikel 19, § 2 bedoelde samenvattende opgave heeft gecontroleerd. De Minister kan daartoe een bedrijfsrevisor aanwijzen die de hoedanigheid van lid van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren heeft.

Het saldo wordt vereffend uiterlijk 90 dagen nadat het bestuur het volledige dossier met de schuldverklaring heeft ontvangen.

**Art. 19. § 1.** Uiterlijk op 15 mei, 15 augustus en 15 november van elk jaar richt elke aanzuiveringsinstelling aan het bestuur de stukken tot staving van de gedurende het vorige kwartaal aangewende werkingskosten welke betrekking hebben op de aanzuiveringsinrichtingen.

§ 2. Uiterlijk op 31 maart van elk jaar richt elke aanzuiveringsinstelling aan het bestuur een samenvattende opgave van de gedurende het jaar aangewende werkingskosten alsmede de verantwoordingsstukken met betrekking tot het 4e kwartaal.

Na verificatie stelt het bestuur de Minister voor de vereffening van het saldo van subsidies en de eventuele aanwending van de bedragen die door de initiële aanwending niet werden gedekt.

**Art. 20.** Voor de inrichtingen die in de loop van het jaar in werking worden gesteld, worden de werkingskosten berekend te rekenen van de datum van het in werking zetten. De aanzuiveringsinstelling deelt het bestuur ten minste 15 dagen van te voren mee, de dag waarop de inrichting of het gedeelte ervan in werking zal worden gesteld.

**Art. 21.** De subsidies voor de aanzuiveringsinrichtingen waarvan de werking gedurende het jaar wordt onderbroken, worden vastgesteld op basis van de door het bestuur goedgekeurde verantwoordingsstukken.

De aanzuiveringsinstelling deelt het bestuur ten minste 15 dagen van te voren mee, de data waarop de aanzuiveringsinrichtingen worden stilgelegd en weer in werking worden gesteld.

**Art. 22.** De aanzuiveringsinstelling maakt het technische verslag bedoeld in artikel 20; § 4-b van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging op.

Dit verslag wordt gevoegd bij de in artikel 12, § 2 bedoelde samenvattende opgave.

**Art. 23.** § 1. Binnen 12 maanden na het in werking zetten van een aanzuiveringsstation voert de aanzuiveringsinstelling metingen uit of laat ze uitvoeren om de ingangbelasting en het rendement van de station te bepalen.

De resultaten van die metingen worden gevoegd bij de jaarafrekening van de werkingskosten medegedeeld aan het bestuur.

§ 2. Het bestuur heeft toegang tot alle aanzuiveringsinrichtingen om alle analyses of metingen die het nodig acht in aanwezigheid van een gemachtigde van de aanzuiveringsinrichting uit te voeren of te laten uitvoeren.

### HOOFDSTUK III. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 24.** Worden opgeheven voor het Waalse Gewest :

1° artikel 4, eerste lid van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders en wateringen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 januari 1951, 20 december 1978 en 28 juli 1980;

2° het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende de financiële tussenkomst van de Staat voor de zuivering van afvalwater in het Waalse Gewest zoals gewijzigd.

**Art. 25.** De Minister is ermee belast de ontbindingsbevoegdheid die door artikel 71 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging aan de Executieve werd toevertrouwd, uit te oefenen.

**Art. 26.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1990.

**Art. 27.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Waterbeleid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve  
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

F 90 — 1548

### 5 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi d'une subvention pour le stockage de grumes de bois

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 3;

Vu le décret du 21 décembre 1989 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1990, partie Ministère de la Région wallonne et notamment l'article 01.01.01 du titre I, Programme 01, Section 13;

Vu l'avis du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre dans les plus brefs délais les mesures nécessaires pour stocker et préserver les bois;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention pour le stockage de grumes de bois provenant de chablis survenus en Région wallonne lors des tempêtes de janvier, février et du 1<sup>er</sup> mars 1990.